



VENTE DE PATRIMOINE IMMOBILIER CAHIER DES CHARGES DE CESSION

OBJET DE LA CESSION : Ensemble immobilier,
13 rue Signier, 02000 LAON

Aucune disposition législative ou réglementaire n'impose au Département de procéder à des mesures de publicité ou de mise en concurrence en cas de vente de biens immobiliers relevant de son patrimoine privé.

Selon les articles L3211-14 du code général de la propriété des personnes publiques et L3213-2 du code général des collectivités territoriales, toute cession d'immeuble par un Département donne lieu à une délibération motivée du Conseil Départemental portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles. Le Département délibère au vu de l'avis de France Domaine.

Les offres d'achat qui seront émises dans le cadre de la présente mise en vente de bien immobilier n'engageront définitivement le Département qu'après délibération du Conseil Départemental ou de la Commission permanente dans les conditions définies ci-dessus.

Celles-ci ne seront soumises à l'approbation de l'Assemblée départementale qu'au cas où elles seront estimées pertinentes au regard du marché immobilier en termes de conditions financières, de solvabilité et de crédibilité.

CHAPITRE I - OBJET DE L'APPEL A CANDIDATURES

Le Département est propriétaire de l'ensemble immobilier sis 13, rue de Signier à 02000 LAON, objet du présent appel à candidatures.

1 – DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

La collectivité organise un appel à candidatures en vue de la cession amiable de ce bien immobilier, communément dénommé « Ex-paierie ».

Ce patrimoine est situé 13, rue de Signier à 02000 LAON. Il s'agit d'un ensemble immobilier partiellement occupé jusqu'en 2021 par un service du Département.

Le Département souhaite engager la cession de ce site.

2 – MODE DE PROCEDURE

La base de cette procédure est constituée par le présent cahier des charges contenant les conditions de vente et l'ensemble des informations juridiques, administratives et techniques relatives à l'immeuble.

La procédure est organisée par :

**Département de l'Aisne
Hôtel du Département
Direction des Affaires juridiques et Administratives
2, rue Paul Doumer
02013 – LAON cedex**

Ce service tient à la disposition des candidats potentiels le dossier de l'immeuble contenant le présent cahier des charges et le dossier technique.

Ces éléments sont consultables à l'adresse suivante :
<https://aisne.com/conseil-departemental/ventes-immobilieres>

CHAPITRE II - CONTEXTE DE L'APPEL A CANDIDATURES

1 – SITUATION DE L'IMMEUBLE

Libre d'occupation

Situé dans la cité historique de la commune de LAON

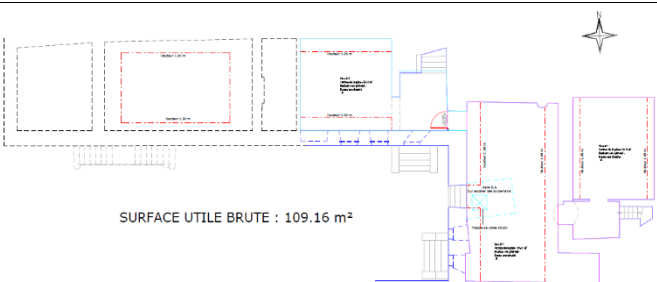
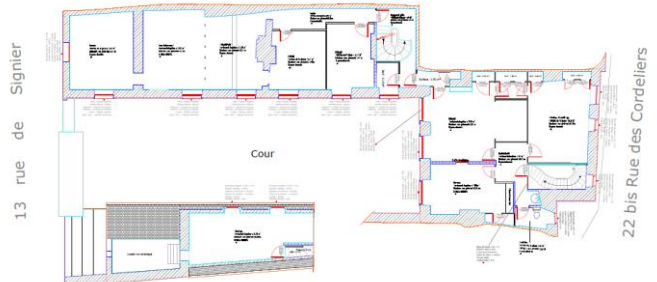
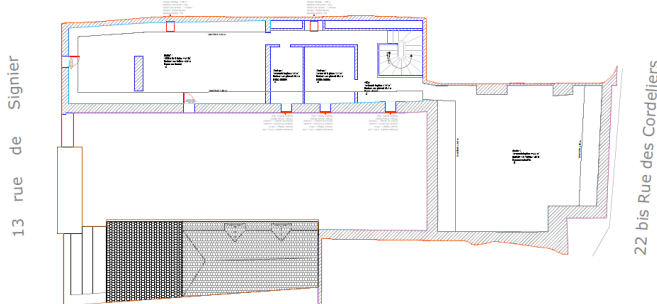
1-1 Origine de propriété

Acquisition faite par le Département de l'Aisne suivant acte reçu par Maître Jean DUFOURCQ notaire à LAON le 17 mars 1980 publié au service de la publicité foncière de LAON le 24 avril 1980, volume 4264, numéro 9.

1-2 Le Foncier

Le site est implanté sur la parcelle cadastrée section AC n°58 pour une contenance de 5a 07ca.

1-3 Le descriptif de l'existant

Composition et surface des pièces (les représentations ci-dessous ne sont pas à l'échelle)	
 <p>SURFACE UTILE BRUTE : 109.16 m²</p>	Niveau caves (R-1) d'une surface utile brute de 109 m ²
 <p>13 rue de Signier</p> <p>22 bis Rue des Cordeliers</p>	Niveau rez-de-chaussée (R0) : Surface utile brute de 269 m ² Deux accès différents (rue de Signier et Rue des Cordeliers) Cour pavée intérieure avec grand portail d'accès
 <p>13 rue de Signier</p> <p>22 bis Rue des Cordeliers</p>	Niveau R+1 : Surface utile brute de 241 m ²
 <p>13 rue de Signier</p> <p>22 bis Rue des Cordeliers</p>	Niveau R+2 : Surface utile brute de 174 m ²

1-4 Le Plan de Zonage du Plu

L'unité foncière se situe en secteur sauvegardé de la commune de LAON :
http://laon.fr/VILLE_LAON_21_WEB/FR/Accueil.awp?page=15&m=7.131&ar=308

La commune de LAON est couverte par un PPR approuvé pour le risque suivant : zone exposée aux glissements de terrain. Nous vous recommandons de consulter le PPR de LAON sur la page internet suivante :

<https://www.aisne.gouv.fr/Politiques-publiques/Amenagement-du-territoire/IAL-Information-acquereurs-et-locataires/Laon>

2 - LES DIAGNOSTICS

2-1 Etat relatif à la présence d'amiante

L'immeuble constituant la vente ayant fait l'objet de permis de construire délivré avant le 1er juillet 1997, entre dans le champ d'application du décret n°96-97 du 7 février 1996 modifié relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis (article 1334-13 du code de la santé publique).

En application des dispositions précitées, un rapport technique a été établi le 02 mars 2022 par la société Agenda Diagnostics

Le rapport est joint au présent cahier des charges.

L'acquéreur prend acte de la situation de l'immeuble au regard de la réglementation relative à l'amiante, il déclare être informé de la teneur des dispositions qui précèdent et s'oblige à en faire son affaire personnelle. Il renonce à tout recours contre le Département en la matière.

2-2 Le diagnostic électrique

Les locaux étaient utilisés à titre de bureaux professionnels. A ce titre, aucun diagnostic électrique n'est obligatoire.

2-3 Etat relatif à la présence de termites

L'immeuble n'est pas situé dans une zone délimitée par arrêté préfectoral, en application de l'article 3 de la loi n°99-471 du 8 juin 1999, considérée comme contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites.

2-4 Assainissement

Suivant rapport de contrôle en date du 12/06/2024, joint au présent cahier des charges, l'installation d'assainissement a été déclarée non conforme avec travaux obligatoires.

L'acquéreur prend acte de la situation de l'immeuble au regard de la réglementation relative à l'assainissement et s'oblige à rendre l'installation conforme à ses frais exclusifs. Il renonce à tout recours contre le Département en la matière.

2-5 Chauffage

Le vendeur déclare :

- que l'immeuble n'est pas équipé d'un système de chauffage ;
- et que l'ancien système de sous-station qui était raccordée à la chaudière de l'immeuble situé au 7 Rue de Signier au travers d'un réseau hydraulique passant sous la route, a été bouchonné et n'est plus fonctionnel à ce jour.

L'acquéreur prend acte de la situation de l'immeuble au regard de cette situation et devra installer à ses frais exclusifs un système de chauffage indépendant.

2-6 L'aspect structurel

Pour mettre le site en conformité avec tout autre usage que celui pour lequel il a été édifié, le futur propriétaire devra faire les études environnementales nécessaires. A ce titre, il se conformera aux réglementations en vigueur.

Une autorisation pour mener des sondages sur site pourra être délivrée avant cession par le Conseil départemental.

3 – MONUMENT HISTORIQUE

La porte monumentale construite au XVII^e siècle formant l'entrée du site est inscrite à l'inventaire des Monuments Historiques par arrêté du 15 juillet 1927.

À ce titre, et conformément aux dispositions du Code du Patrimoine, le Département est tenu de faire connaître au futur acquéreur l'existence de cette inscription (art. L621-29-6).

Les effets du classement ou de l'inscription au titre des monuments historiques suivent l'immeuble ou la partie d'immeuble en quelques mains qu'il passe (art. L621-29-5). Aussi, le futur acquéreur aura la responsabilité de la conservation du monument historique inscrit qui lui appartient ou lui est affecté (art. L621-29-1).

Le Département transmettra les études et les documents afférents aux travaux de conservation ou de restauration réalisés sur cet immeuble au nouveau propriétaire (art. L621-29-3).

En matière de travaux envisagés sur le bien inscrit au titre des monuments historiques, le futur acquéreur devra se conformer aux dispositions de l'article L621-27 du Code du patrimoine, lequel prévoit notamment l'obligation de ne procéder à aucune modification de l'immeuble ou partie de l'immeuble inscrit, sans avoir, quatre mois auparavant, avisé l'autorité administrative de leur intention et indiqué les travaux qu'ils se proposent de réaliser.

Enfin, l'aliénation d'un immeuble inscrit est notifiée, dans les quinze jours de sa date, au préfet de région, par celui qui l'a consentie. La notification mentionne le nom et le domicile du nouveau propriétaire ainsi que la date de l'aliénation » (art. R621-84).

CHAPITRE III - ORGANISATION DE L'APPEL A CANDIDATURES

Le bien sera vendu en l'état, libre d'occupation. L'acceptation de l'offre en tant que telle sera conditionnée à la purge du droit de préemption urbain.

Conditions suspensives :

Le candidat pourra assortir son offre de conditions suspensives dans son intérêt particulier notamment en vue de l'obtention d'une offre de prêt ou d'autorisations d'urbanisme.

Dans la mesure où le preneur souhaite se prévaloir de ce type de condition suspensive, un calendrier devra être annexé à la proposition, faisant mention notamment des jalons dans la démarche de levée de ladite condition.

Il sera veillé au strict respect des échéances.

Absence de garantie

La vente est faite sans autre garantie que la garantie d'éviction. Tout candidat s'engage, du fait même de son offre, à n'élever, s'il devient attributaire, aucune réclamation relative à la nature et à la qualité de l'immeuble vendu.

Le vendeur ne garantit pas le contenu des plans, diagnostics, et études contenus dans le dossier d'information établi sous la seule responsabilité de leurs auteurs.

Assurance

L'Acquéreur devra faire assurer l'immeuble en sa qualité de propriétaire à compter de son acquisition.

1 - LES CANDIDATS

La procédure est ouverte à toute personne physique ou morale présentant les garanties de solvabilité requises. Elle est également ouverte à tout groupement solidaire de promoteurs.

Les candidats doivent présenter une offre permettant d'apprécier la solidité de leur dossier, leurs références et leur motivation.

Dans le cas d'un groupement, les candidats devront préciser les participations respectives des uns et des autres à la réalisation du programme et désigner un mandataire unique pour assurer le suivi et le respect des engagements pris envers le Département.

Les candidats doivent faire référence à leurs partenaires et conseils éventuels (banques, notaires, avocats...) et doivent produire à l'occasion de leur réponse, les éléments d'information suivants :

Pour les candidats personnes physiques :

- Identité complète : nom, prénoms, date et lieu de naissance, adresse de la résidence principale, coordonnées téléphoniques et électroniques, nationalité, profession.

Pour les candidats personnes morales :

- Extrait de moins d'un mois, de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au registre des métiers ou équivalent,

- Dénomination détaillée, capital social, siège social, coordonnées,
- Nom du (ou des) dirigeant(s), du (ou des) représentant(s) légal, ou de la (ou des) personne(s) dûment habilitée(s),
- Déclaration sur l'honneur attestant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales pour les trois dernières années ou les trois derniers exercices clos,
- Surface financière ; chiffre d'affaires global HT pour chacune des trois dernières années,
- Une copie, certifiée conforme, des pouvoirs de la personne représentant le candidat acquéreur et signataire de la lettre d'offre ferme. Ces pouvoirs doivent permettre au signataire d'engager valablement le candidat acquéreur, notamment pour la signature de l'acte de vente.

2 – CONDITIONS DE PARTICIPATION

La participation à la procédure implique l'acceptation sans réserve d'aucune sorte de toutes les conditions fixées par le Département dans le présent cahier des charges. Chaque candidat aura la possibilité de s'associer avec tout partenaire de son choix, sous la réserve expresse que ce ou ces partenaires prennent les mêmes engagements et que les différentes personnes physiques ou morales du groupement ainsi constitué soient solidaires.

3- INFORMATION DES CANDIDATS

En sus des informations figurant dans le présent cahier de procédure, les candidats pourront procéder à toutes les investigations qu'ils estimeront nécessaires et suffisantes pour établir leur offre en toute connaissance de cause sous réserve qu'elles ne portent pas préjudice au Département.

Les candidats renoncent par avance à rechercher la responsabilité du Département quant à la qualité et/ou l'exhaustivité de l'information communiquée.

A noter : tous les frais et dépenses de toutes natures, directs ou indirects, liés à l'étude et à l'élaboration du projet en vue de l'acquisition de l'immeuble que le candidat pourrait avoir à supporter, y compris pour la recherche d'éléments d'information complémentaires à la documentation remise ou à sa vérification, resteront définitivement à sa seule charge, et ce, quelle que soit l'issue de la procédure.

4 – CONDITIONS D'ACCEPTATION DES OFFRES

A réception des propositions, le Département procédera à leur dépouillement et leur analyse comparative en vue de parvenir à l'acceptation de la meilleure offre.

A ce titre, il est précisé et accepté par les candidats que si le critère strictement économique des propositions constitue à l'évidence, l'élément prioritaire d'appréciation, le projet et la capacité des candidats à respecter leurs engagements entreront en ligne de compte dans le choix final du Département.

5 – ORGANISATION DES VISITES

Les visites sont organisées exclusivement sur rendez-vous.

Les candidats désirant visiter l'ensemble immobilier doivent en formuler la demande auprès du **gestionnaire du pôle immobilier, dont les coordonnées figurent ci-après** :

03.23.24.88.19 ou ventes.immo@aisne.fr

Ils devront indiquer notamment l'identité des visiteurs et leur nombre. A l'appui de cette demande, le candidat doit attester de sa réelle intention de prendre part à la consultation.

Les candidats sont invités, à leurs frais exclusifs, à procéder ou à faire procéder par leurs conseils, aux vérifications et audits d'ordre technique, administratif, juridique, qu'ils jugent opportuns pour faire une offre d'acquisition.

En conséquence, les candidats reconnaissent et acceptent qu'en soumettant une offre, ils ont obtenu les informations suffisantes pour faire cette offre sans réserve et sans demande de garantie de leur part et sous les seules conditions qui sont arrêtées dans les conventions comportant transfert de propriété de l'ensemble immobilier.

6 – CONSULTATION DU DOSSIER

Toute information complémentaire se rapportant à l'ensemble immobilier et aux modalités de présentation des candidatures peut être demandée auprès de la **Direction des Affaires Juridiques et Administratives - Service Patrimoine, dont les coordonnées figurent dans ce cahier des charges.**

De même, les documents peuvent être consultés sur le site Internet : www.aisne.com

En conséquence, les candidats reconnaissent et acceptent qu'en soumettant une offre, ils ont obtenu les informations suffisantes pour faire cette offre sans réserve et sans demande de garantie de leur part et sous les seules conditions qui sont arrêtées dans les conventions emportant transfert de propriété des immeubles.

7 – CONFIDENTIALITE

Les candidats et leurs conseils s'engagent à ne communiquer à quiconque aucune information ou documentation sur la présente vente. A cet égard, le simple fait de participer aux visites vaut accord de confidentialité.

CHAPITRE IV – MODALITES DE MISE EN OEUVRE DE LA CESSION

1 – INDICATION RELATIVE AU PRIX

L'unité monétaire du contrat de vente est l'**Euro** et le prix contenu dans l'offre sera exprimé en valeur nette de tout droit ou taxe, à l'exclusion de toute autre type de proposition.

2 – PRESENTATION DES OFFRES

La lettre de candidature contenant l'offre de contracter doit être rédigée en français et signée par le candidat, personne physique, ou, pour une personne morale, par la personne habilitée à l'engager juridiquement et financièrement. Les documents justificatifs doivent être joints à l'appui.

La transmission des offres doit être effectuée sous pli cacheté portant les mentions :

**« CANDIDATURE A L'ACQUISITION DE L'EX-PAIERIE,
13 rue de Signier, 02000 LAON »
« NE PAS OUVRIR »**

à l'adresse :

**Département de l'Aisne
Hôtel du Département
Direction des Affaires Juridiques et Administratives
Service Patrimoine
2, rue Paul Doumer
02013 – LAON cedex**

et contenant une enveloppe cachetée au nom du candidat.

Cette seconde enveloppe contient l'ensemble des documents visés aux Chapitres III et IV, ainsi que l'offre de prix.

Ces plis sont soit transmis par voie postale, par lettre recommandée avec avis de réception, soit remis directement contre récépissé à l'adresse suivante :

**Direction des Affaires Juridiques et Administratives
Service Patrimoine
2, rue Paul Doumer
02013 – LAON cedex**

Exclusion de tous les autres moyens (fax, courriel, ...)

3 – DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

Les plis doivent parvenir à l'adresse ci-dessus au plus tard :

Le 27 mars 2026 à 16h00 - Seize heures

Les plis qui parviendraient après la date et l'heure fixées ci-dessus ou sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus.

Il en est de même pour les dossiers incomplets au regard de l'ensemble des documents visés au III.

4 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES FORMULEES PAR LE CANDIDAT

L'offre de contracter, qui comprend les éléments essentiels du contrat, est ferme, non modifiable et ne peut être rétractée jusqu'à la date de réception, par le candidat, d'une lettre du Département, envoyée avec accusé de réception, l'informant de la suite donnée à son offre.

5 – CHOIX DU CANDIDAT

Le Département choisit librement l'offre. Son choix s'oriente en fonction de la proposition financière, la réalisation de la vente dans les meilleurs délais et le programme envisagé. Il apprécie également la capacité des candidats à respecter leurs engagements.

Le Département se réserve le droit d'interrompre le processus de vente à tout moment et la possibilité de ne pas donner suite aux offres reçues, le tout sans que les candidats puissent demander en contrepartie une quelconque indemnisation ou le remboursement de leurs frais préalables ou honoraires de conseils. Néanmoins, dans un tel cas, la vente peut être poursuivie selon d'autres modalités.

Enfin, et en fonction des offres présentées, le Département se réserve le droit de procéder à un éventuel second tour avec les candidats les mieux placés. Les modalités de déroulement de ce second tour seront alors présentées aux candidats retenus. Le Département n'aura pas à justifier sa décision d'organiser un second tour, étant précisé ici que ce dernier pourrait notamment avoir pour objectif d'instaurer un dialogue entre le Département et les candidats afin qu'ils optimisent leurs offres.

Les critères de choix seront pour le second tour, identiques à ceux du premier tour. Ceux qui souhaitent faire une nouvelle offre, notamment financière, le feront dans les formes prévues pour la remise des offres du premier tour, en lieu et place de celle formulée lors du premier tour. Le prix proposé dans cette nouvelle offre ne pourra pas être inférieur à celui proposé au premier tour. Il en est de même en cas d'absence de constitution de garantie ou pour les dossiers incomplets au regard de l'ensemble des documents visés au III.

Le candidat indiquera dans l'offre d'achat s'il entend substituer un tiers acquéreur en cas de réalisation de la vente. Le Département n'acceptera la substitution d'acquéreur que si le candidat initialement retenu conserve un lien financier et juridique avec l'acquéreur substitué. Il est entendu que dans le cas de la réalisation au profit d'une personne autre que l'acquéreur, celle-ci sera tenue de toutes les obligations contractées, solidairement avec l'acquéreur initial.

Le Département pourra refuser une demande de substitution.

Par ailleurs, celui-ci restera solidairement garant du substitué jusqu'au paiement intégral du prix.

6 – CONTENU DES PROPOSITIONS

Outre les documents figurant au titre III, le candidat doit fournir une proposition contenant les données suivantes :

6-1 - Données juridiques

6-1-1 La proposition du candidat prend la forme d'une offre ferme et définitive d'acquérir à son profit le ou les biens présentés à la vente, **aux conditions fixées dans le présent cahier des charges, qu'il s'engage à respecter dans leur ensemble.**

6-1-2 L'offre et ses annexes doivent être établies en langue française.

6-1-3 Le candidat doit expressément manifester dans son offre sa volonté de signer l'acte de vente, dans le respect du calendrier établi.

6-2 - Données financières

Pour être valable, l'offre doit contenir :

- le montant du prix de vente offert exprimé en euro et en valeur nette de tout droit ou taxe
- les modalités de financement de l'opération et notamment :
 - le montant des fonds propres et des fonds empruntés pour l'acquisition ;
 - le nom et les coordonnées de l'établissement bancaire chargé du financement ;
 - le nom et les coordonnées du responsable chargé du dossier de financement au sein de l'établissement bancaire ;
 - le détail des garanties financières et immobilières mises en place

Le paiement du prix doit être effectué comptant en totalité le jour de la signature de l'acte authentique de vente.

Le candidat retenu acquittera au moment de la signature de l'acte de vente, toutes taxes, tous frais, et tout émolument des notaires se rapportant à la vente.

Le candidat doit faire son affaire personnelle des honoraires de ses conseils.

6-3 – Programmation envisagée

Les candidats ou groupements de candidats pourront proposer, au maximum, deux montages différents présentant le programme développé sur la totalité des surfaces de l'ensemble immobilier.

Ils fourniront une note écrite explicative (maximum 10 pages A4) présentant des textes et croquis nécessaires à la compréhension du projet, décrivant :

- la présentation et la justification du parti architectural et d'aménagement de l'ensemble immobilier,
- les liens avec l'environnement urbain,
- les solutions techniques et les matériaux envisagés en conformité avec les prescriptions du présent cahier des charges,
- le calendrier de l'évolution de la rénovation.

6-3-1 Des renseignements d'ordre général

Un dossier de présentation générale du porteur du projet précisera son organisation interne, ses éventuelles filiales ou son groupe de rattachement.

6-3-2 Des références par rapport au projet

Le candidat présentera sous forme de photos et plans les références significatives par rapport au projet en question, en y incluant les exemples ou expériences similaires qu'il a déjà réalisés.

CHAPITRE V – REALISATION DE LA VENTE

1 – TRANSFERT DE PROPRIETE

Le transfert de propriété sera effectif au jour de la conclusion de l'acte authentique de vente et après paiement du prix et des frais d'actes. L'acquéreur prendra la possession réelle et effective de l'immeuble dans les conditions définies par l'acte translatif de propriété.

En cas d'établissement d'un compromis de vente en raison de conditions suspensives dans l'intérêt particulier de l'acquéreur, le Département se réserve le droit d'insérer à l'avant-contrat, une clause pénale sanctionnant tout manquement à l'exécution du contrat.

2 – PAIEMENT DU PRIX ET FRAIS A PAYER

2-1 Passation de l'acte

Le ou les actes de vente seront rédigés par un notaire dont la totalité des rémunérations, émoluments et honoraires sera supportée par le candidat sélectionné par le Département.

2-2 Mode de Paiement du Prix

Le prix d'acquisition est payé, le jour de la signature de l'acte de vente, au moyen d'un chèque de banque ou par virement, par la comptabilité du notaire rédacteur de l'acte. Aucun paiement à terme, en totalité ou en partie ne sera accepté par le Département. A défaut de paiement du prix ou d'exécution des autres charges et conditions de la vente, le Département a la faculté de poursuivre l'exécution du contrat par toutes les voies légales.

2-3 Frais à payer en sus du Prix

Le candidat retenu acquitte, au moment de la signature de l'acte de vente, toutes taxes, tous frais se rapportant à la vente.

Le candidat fait son affaire personnelle des émoluments du notaire et des honoraires de ses conseils.

CHAPITRE VI – TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES

Le Conseil départemental de l'Aisne traite des données personnelles concernant les offres des candidats.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale. Ces données seront susceptibles d'être transférées aux administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les candidats peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives

relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

Le Conseil départemental de l'Aisne a désigné un délégué à la protection des données que les parties peuvent contacter à l'adresse suivante : dpo@aisne.fr

S'ils estiment, après avoir contacté le Conseil départemental de l'Aisne, que leurs droits ne sont pas respectés, les candidats peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité administrative de contrôle indépendante, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

FORMULAIRE D'ENGAGEMENT

Je soussigné(e), Mme/M :

Représentant la société (dénomination, capital social, n° d'immatriculation au RC et des sociétés) :

Domicilié(e) :

Téléphone :

Mél :

Agissant en vertu des pouvoirs suivants :

Propose d'acquérir au Département de l'Aisne, le bien ci-après indiqué que j'ai visité et dont je déclare bien connaître la consistance et les caractéristiques :

La présente offre est faite au prix de * :

☐ Avec la (les) condition(s) suspensive(s) suivante(s) :

☐ Sans condition suspensive.

Et sera valable jusqu'au :

(Au minimum 6 mois)

Avec substitution d'un tiers acquéreur : ☐ Oui ☐ Non

J'ai également bien noté que le Département pourra renoncer à tout moment à la vente sans aucune indemnité à mon profit.

Fait en un seul original

Le

Signature et cachet

* inscrire la somme en toutes lettres et en chiffres

Conformément au Règlement Général sur la Protection des Données, les informations portées sur ce formulaire sont obligatoires. Elles font l'objet d'un traitement de collecte de données personnelles destiné à étudier les offres des candidats de la présente mise en vente. Le destinataire de ces données est le Conseil Départemental de l'Aisne. Depuis la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser au délégué à la protection des données mentionné au chapitre VI du présent cahier des charges.

Notice de transmission des offres à l'attention des candidats

La transmission des offres doit être effectuée sous pli cacheté portant les mentions :

**« CANDIDATURE A L'ACQUISITION DE L'EX-PAIERIE,
13 rue de Signier, 02000 LAON »
« NE PAS OUVRIR »**

à l'adresse :

**Département de l'Aisne
Hôtel du Département
Direction des Affaires Juridiques et Administratives
Service Patrimoine
2, rue Paul Doumer
02013 – LAON cedex**

et contenant une enveloppe cachetée au nom du candidat.

Cette seconde enveloppe contient l'ensemble des documents visés aux Chapitres III et IV, ainsi que l'offre de prix.

Ces plis sont soit transmis par voie postale, par lettre recommandée avec avis de réception, soit remis directement contre récépissé à l'adresse suivante :

**Direction des Affaires Juridiques et Administratives
Service Patrimoine
2, rue Paul Doumer
02013 – LAON cedex**